

Point d'actualités Coronavirus Italie au 30 mars FAM d'après informations SER / CAA de la zone

Résumé :

Le bilan sanitaire du jour (30/03 à 18h00) en Italie est le suivant : 101 739 personnes contaminées (+4050) dont 14 620 personnes guéries (+1590) et 11 591 personnes décédées (+812).

Le gouvernement prend les premières mesures ciblées pour faire face à l'explosion de la pauvreté dans le pays (cf. 1).

Agriculture-pêche :

1er rapport officiel de l'ISMEA (équivalent italien de FAM) sur l'offre et la demande alimentaires en Italie pendant les premières semaines de la crise liée à l'épidémie de Covid-19.

Le ministère de l'agriculture donne aux organisations agricoles, associations de producteurs et autres types de d'organisations collectives la possibilité de dénoncer les pratiques commerciales déloyales.

Vigilance de la filière agroalimentaire italienne en raison de sa dépendance aux importations pour certains produits.

1er rapport officiel de l'ISMEA (équivalent italien de FAM) sur l'offre et la demande alimentaires en Italie pendant les premières semaines de la crise liée à l'épidémie de Covid-19 : ci-joint une fiche de résumé du rapport : l'analyse montre que le secteur agroalimentaire italien, sauf exceptions notables de la floriculture et la pêche, a été et continue d'être l'un des moins touchés par la crise économique, confirmant largement ses caractéristiques anticycliques. L'ISMEA insiste cependant sur le caractère extrêmement évolutif de la situation et l'impossibilité de faire des prévisions certaines au-delà du très court terme.

- **Le ministère de l'agriculture donne aux organisations agricoles, associations de producteurs et autres types d'organisations collectives la possibilité de dénoncer les pratiques commerciales déloyales.**

Afin d'empêcher les « comportements déloyaux » au sein de la filière alimentaire italienne, le ministère de l'agriculture a décidé de permettre aux organisations agricoles, groupements, associations de producteurs et autres types d'organisations collectives de signaler les demandes anormales des acheteurs « dans le plein esprit de la directive européenne 633/2019 ».

L'adresse e-mail practicesleali@politicheagricole.it a été ouverte pour l'envoi des signalements, qui seront gérés par l'inspection centrale de la protection de la qualité et de la répression des fraudes des produits agroalimentaires (ICQRF) du ministère de l'agriculture.

Le décret du 2 mars avait déjà prévu des amendes de 15 à 60 000 M€ en cas de pratique déloyale entre acheteurs et fournisseurs portant atteinte à la réputation des produits italiens (exigence de certificats « virus free »).

- Vigilance de la filière agroalimentaire italienne en raison de sa dépendance aux importations pour certains produits

Selon les données de Federalimentare, l'Italie est complètement autosuffisante pour un nombre limité de produits. C'est le cas du vin, du riz et des eaux minérales. A contrario, elle est totalement dépendante de l'étranger pour le café, le chocolat (90%) et le secteur des conserves de poisson (95%). La dépendance est relativement faible pour les produits laitiers (seulement 14% d'importations) et les fruits et légumes transformés (16%).

Mais la forte dépendance à l'égard des matières premières étrangères reste la caractéristique d'un nombre important de produits clés. Il s'agit tout d'abord des deux secteurs interconnectés des pâtes et de la meunerie qui importent respectivement 45 % et 40 % de leurs matières premières, ainsi que deux autres secteurs très liés que sont celui des viandes préparées (40 % de matières premières importées) et de l'élevage (dans lequel seul le secteur de la volaille est complètement autosuffisant), qui est obligé d'acquérir à l'étranger 65 % des produits destinés à l'alimentation animale. Le secteur de l'huile d'olive importe 60 % de la matière première.

Selon le président de Federalimentare, le secteur agroalimentaire italien a perdu au cours du mois de mars entre 20 % et 30 % de son chiffre d'affaires. Il a limité les dommages en récupérant sur le front de la consommation intérieure une partie de ce qui avait été perdu avec la fermeture des restaurants et des bars. "Mais nous devons rester vigilants concernant les importations, y compris parce que dans certaines filières, les entreprises ont des matières premières en stock pour deux semaines au maximum".